Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Que-s-est-il-passe-au-Chili>

Que s'est-il passé au Chili ?

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : mercredi 20 janvier 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Ernesto Carmona *[Argenpress](#). Buenos Aires, le 18 janvier 2010.

[Leer en español](#)

Sebastián Piñera a obtenu un demi million de votes de plus qu'au premier tour, malgré que le total de votants ait diminué de 34 161 d'électeurs par rapport à décembre. Eduardo Frei a ajouté 1,3 million de votes à ses résultats de décembre (2 043 514), mais il a perdu 222 742 préférences.

Les votes nuls et blancs sont descendu à 242.000, contre 284 369 au premier tour, mais l'abstention a augmenté à 11% 12% c'est-à-dire que 965 000 inscrits ne sont pas allés voter. En définitive, Piñera a gagné sur Frei par 3,23% (51,61% contre 48,38%).

D'où a sorti Piñera les 506.524 nouveaux votes qui lui ont donné sa courte victoire ? Des 36,3% votants de Marco Enríquez-Ominami (PISSER), soit 1,4 millions de suffrages. Les deux candidats ont aussi capté certains des 42.000 votes nuls ou blancs du premier tour qui sont devenus des suffrages valables lors du ballottage.

D'où Frei a-t-il obtenu ses 1,3 millions de nouveaux votes ? Arrate lui a apporté ses 430 824 votants disciplinés du premier tour et du reste, 855.970 préférences, qui proviennent nécessairement des 61,3 % du vote de ME-O.

Chaque fois moins de citoyens vont voter. Les votes valables sont descendus dimanche à 106 445 suffrages par rapport au référendum de 1988. Il y a 21 ans 7 251 930 chiliens avaient voté et maintenant il y en a 7.145.485.

Le recensement électoral chilien a compté 8 110 265 d'électeurs inscrits, mais la population habilitée à voter s'élève à 12,18 millions de personnes. Il y a 31% de personnes qui ne sont pas dans le recensement et ont moins de 40 ans. Il s'agit de 3,8 millions de citoyens. Depuis 1988, le nombre de recensés a augmenté de seulement 9%.

Piñera devra gouverner en "consensus" avec la Concertation, comme celle-ci l'a fait pendant les 20 ans de consolidation du modèle néolibéral légué par la dictature. La Concertation a 19 sièges au Sénat, face à 16 sièges pour l'extrême-droite et trois indépendants. Au Parlement il existe un partage entre les 120 députés.

Des symptômes du fascisme

Piñera a fait hier soir [dimanche 17] un discours conciliant à la télévision en promettant un gouvernement d'unité nationale et il a remercié ses partisans, le gouvernement, la Concertation, sa famille, Dieu et d'autres facteurs. Mais la sérénité du président élu n'est apparemment pas partagée par tous ses adhérents.

À la même heure, une caravane de véhicules est passé en face de ma maison en criant par porte-voix : "Allende s'est assis !, Piñera président". J'ai senti une odeur de fascisme au rythme des voitures. : "Que qui signifie ce cri : ils se moquent ?", ai-je demandé à mes voisins. "Haine fasciste", a répondu l'un de mes enfants nés en exil au Venezuela. Et alors je me suis rappelé des premiers mots conciliateurs que entendu à la TV putschiste dirigée par les gens de Piñera en septembre 1973 : "Il n'y aura ni vainqueurs ni vaincus". Et peu de jours après ils ont commencé à faire disparaître et(ou) à assassiner plus de 3 000 personnes, tandis que 30 000 autres partaient pour les salles de torture.

Le vote populaire a puni le style acquis par la Concertation à la fin d'un cycle de 20 ans dans lesquels il a mis en

Que s'est-il passé au Chili ?

pratique le legs du dictateur avec le consentement des Etats-Unis (qui l'ont mis et qui l'ont sorti) : le libre marché, la remise de richesses aux capitaux étrangers, la fortification de groupes économiques et des politiques du bien-être social discrètes qui ont acquis plus d'emphases avec Michelle Bachelet.

Le clientélisme et le populisme ont élevé la "popularité" de la présidente au-dessus de 80%, mais rien de cela ne s'est reflété dans le vote de dimanche. Pourquoi ? Elle est seulement passée à la postérité de l'histoire politique comme la chef d'Etat avec la plus grande réussite personnelle.

L'ultra-droite a peu gouverné au Chili "pour les bonnes" au siècle dernier. En 1920 a émergé Arturo Alessandri, un homme de droite dissident et populiste qui a établi le contrat de travail, la chambre de commerce et a convoqué une constituante qui a remplacé la Constitution de 1832. Ensuite est arrivée une période de désordre politique, de dictature, quelques putschs et la peu connue et éphémère République Socialiste de 1932, dans une période d'incertitude et de "bruit de sabres", nuancée par les classiques massacres ouvriers.

La droite a reconquis le pouvoir aux élections de 1932, avec le même Alessandri de 1920, mais transformé, comme s'il était une autre personne. Et la droite est sortie de scène en 1938 avec l'irruption du Front Populaire, dirigé par le Parti Radical, avec les socialistes et les communistes qui a engendré des progrès importants dans la transformation d'un pays agricole en un pays industrialo-minéralier. Le Parti Radical s'est maintenu 14 ans au pouvoir en gagnant des élections, jusqu'à ce que son dernier président, Gabriel González, trahisse ses alliés communistes et qu'il commence à les pourchasser.

La droite gagna pas les élections de 1958, avec Jorge Alessandri (appuyé par les radicaux de droite), fils d'Arturo et chef d'entreprises comme Piñera. A cette occasion, Salvador Allende avait postulé pour la seconde fois et il a perdu de peu, environ 30 000 votes. En 1964, Alessandri fils lui a remis le pays lors de la "révolution en liberté" du démocrate chrétien Eduardo Frei Montalva, père du candidat perdant de dimanche. En 1970, et après quatre tentatives, Allende a conquis le gouvernement avec une nouvelle version du Front Populaire de 1938, l'Unité Populaire, dont le gouvernement a été renversé dans le sang par ceux-là même qui ont maintenant choisi Piñera (et aussi certains des candidats qui ont perdu).

La dictature a duré 17 ans, la Concertation a gouverné 20 ans. La droite accumule de nouveau tout le pouvoir, cette fois "par la voie pacifique". Le pouvoir économique (le président élu a son propre groupe de grandes entreprises), le pouvoir médiatique (deux alliés de Piñera sont propriétaires des quotidiens chiliens et la moitié du pays qui lui est défavorable ne sait pas comment ni où s'exprimer), le pouvoir exécutif, la sympathie militaire, ecclésiastique et judiciaire (plus de soi-disant "pleins pouvoirs factuels"). Mais il ne contrôle pas le législatif et c'est pourquoi, l'habile Piñera annonce "une unité nationale" tandis que ses partisans émettent des cris de vengeance.

Le Chili a été gouverné par les propriétaires terriens [latifundistes] jusqu'en 1920, entre 1958-1964 ont gouverné les gérants, les chefs d'entreprise qui s'appellent maintenant les CEO [PDG], avec le slogan de "se serrer la ceinture". Maintenant commence le cycle des grands groupes économiques, avec un double discours aussi populiste que celui de Bachelet, sans aucune allusion au fait de se serrer la ceinture. Au contraire. Piñera a promis plus d'éducation, une meilleure santé et un million d'emplois. Comment fera-t-il tout cela ? Il faudra le voir. De plus, il a rappelé l'axe de son discours : la fin de la délinquance et du trafic de stupéfiants et... une meilleure prise en compte des handicapés. La Concertation se termine et le Chili entre dans une nouvelle ère dans le concert des nations latino-américaines ayant des gouvernements réactionnaires.

Traduction : [Primitivi](#)

* **Ernesto Carmona**, journaliste chilien, administrateur du Conseil des journalistes du Chili et secrétaire du

Que s'est-il passé au Chili ?

CIAP-FELAP revient sur les élections chiliennes de dimanche. Et apporte, pour nous européens, quelques clefs qui permettent un peu mieux de comprendre ce qui s'est joué là.